

INFORMATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « [Revue française de science politique](#) »

2017/2 Vol. 67 | pages 431 à 435

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724635102

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2017-2-page-431.htm>

Pour citer cet article :

« Informations bibliographiques », *Revue française de science politique* 2017/2 (Vol. 67), p. 431-435.

DOI 10.3917/rfsp.672.0431

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

INFORMATIONS BIBLIOGRAPHIQUES*

Vivet (Emmanuel), dir. - *Négociations d'hier, leçons pour aujourd'hui*. - Bruxelles, Larcier, 2014 (Prévenir, négociier, résoudre). 364 p. Index.

Les ouvrages sur les processus de négociation ne manquent pas. Parmi eux, beaucoup sont des manuels visant à délivrer des savoir-faire à un public de managers et de commerciaux. Le livre qu'a dirigé Emmanuel Vivet, directeur adjoint des affaires européennes et internationales dans un grand groupe public français et membre associé de l'Institut de recherche et d'enseignement sur la négociation (Irené, rattaché à l'Essec), s'en distingue en fournissant certes des éléments de méthode, mais aussi un éclairage théorique fondé sur un regard porté vers le passé. *Négociations d'hier, leçons pour aujourd'hui* rassemble des chercheurs de différentes disciplines – politistes, chercheurs en négociation et, surtout, historiens – et des praticiens – diplomates ou hauts fonctionnaires – autour d'un questionnement commun sur ce que les négociations du passé peuvent nous apprendre pour celles d'aujourd'hui (et, en cela, il reflète bien les orientations de l'Irené). Vingt-sept cas de négociations couvrant plus de deux millénaires sont présentés ici, conduisant le lecteur depuis Rome en l'an 218 avant notre ère jusqu'à Téhéran en 2005 et aux négociations sur le nucléaire iranien. Les chapitres respectent tous le même ensemble de trois objectifs : faire le récit d'une négociation en en présentant les acteurs, leurs stratégies, les éléments de contexte ; relire le cas à la lumière des concepts et savoirs contemporains sur la négociation ; et présenter les enseignements à retenir du passé pour le présent.

P. C.

Rameix (Solange) - *Justifier la guerre. Censure et propagande dans l'Europe du XVII^e siècle (France-Angleterre)* - Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014 (Histoire). 374 p. Illustrations. Figures. Sources et bibliogr. Index.

Tiré d'une thèse d'histoire moderne, ce livre rend compte de l'émergence d'un discours

public sur la guerre, en France et en Angleterre, durant la période allant de la Glorieuse Révolution et le déclenchement de la guerre de la Ligue d'Augsbourg jusqu'à la fin de la guerre de Succession d'Espagne, soit de 1688 à 1714. S'inscrivant principalement dans l'histoire du livre et des textes littéraires, l'auteur développe une idée forte : la monopolisation de la violence armée par les États s'accompagne d'une volonté de contrôle des discours sur la guerre. Non seulement les guerres doivent être justifiées pour convaincre la population de leur bien-fondé, mais ces discours de justification jouent aussi un rôle propre dans la construction de la souveraineté en venant légitimer les monarques qui s'engagent dans ces guerres définies comme justes. La première partie de l'ouvrage porte sur les discours de propagande étatique, passant notamment par l'Église, avec une différence entre les deux pays étudiés : en France, « Louis XIV cherche moins à prouver que ses guerres sont légitimes qu'à l'affirmer » (p. 98) – registre de la persuasion ; tandis qu'en Angleterre, les propagandistes au service de Guillaume III, amené au pouvoir par une révolution libérale, doivent développer un discours « délibératif » fait d'« arguments réfutables » (p. 133) – registre de la conviction. La seconde partie du livre est consacrée au débat public sur la guerre et à sa censure. Le contrôle apparaît très large en France, où l'État tente de monopoliser le discours sur la guerre, pendant qu'en Angleterre, ce sont seulement les discours séditionnels qui sont réprimés (mais ils peuvent alors l'être sévèrement), tandis que se développe un espace public de discussion de la politique étrangère de la Couronne. L'ensemble forme un ouvrage cohérent, agréable à lire et susceptible d'éclairer par un angle original à la fois le processus de construction des États modernes et l'histoire des conceptions de la guerre.

S. H.

Guillon (Claude) - *Notre patience est à bout. 1792-1793, les écrits des Enragé(e)s* - Paris, Éditions IMHO, 2^e éd., 2017 (Essais). 244 p. Annexes. Bibliogr. Index.

L'écrivain anarchiste et historien indépendant Claude Guillon – déjà auteur en 1993 d'un ouvrage sur un couple d'Enragés, Théophile Leclerc et Pauline Léon – publie ici une édition augmentée d'un recueil d'écrits d'Enragés initialement paru en 2009. Après un petit essai

* Établies sous la responsabilité de Paula Cossart et Samuel Hayat, avec, pour ce numéro, la collaboration de Nathalie Ethuin (Université de Lille, CERAPS) et Julien Talpin (CNRS, CERAPS), auxquels la *Revue* adresse ses remerciements.

historiographique et militant, l'ouvrage est organisé autour de trois grands thèmes qui constituent des combats centraux des Enragés : la démocratie directe, la pauvreté et les droits des femmes. Chaque chapitre, introduit par quelques paragraphes centrés sur la situation actuelle, présente une sélection de textes parfois peu connus et toujours resitués dans leur contexte. Une conclusion s'interroge sur les liens entre l'anarchisme et les Enragés. Enfin, l'auteur rassemble des annexes très utiles : des repères biographiques fouillés sur les principaux Enragés, un article sur le devenir de Leclerc après 1794, une bibliographie et un index des noms. Il est rare qu'un ouvrage militant soit aussi pointu sur des questions historiques et fondé sur des sources primaires si maîtrisées. Cela en fait une excellente ressource pour la connaissance de ce courant politique révolutionnaire et pour en penser l'actualité.

S. H.

Castleton (Edward), Touboul (Hervé), dir. - *Regards sur 1848* - Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2015 (Les Cahiers de la MSHE Ledoux - Archives de l'imaginaire social). 418 p.

Issu d'un colloque tenu en 2008 à l'Université de Franche-Comté, cet ouvrage donne à voir une série de regards sur la révolution de 1848 par des contemporains de l'événement. L'introduction en pose bien les enjeux : il s'agit de comprendre la rupture de 1848 dans l'histoire longue de la modernité politique, où « le problème de comment terminer la Révolution française s'est effacé devant la modernité sanglante de comment empêcher l'avènement d'une autre série de journées de Juin » (p. 21). Irruption de la classe ouvrière sur la scène publique, triomphe puis rejet de l'égalité démocratique, poussée réactionnaire des élites sociales, tout cela forme la trame des engagements et des interrogations des auteurs étudiés dans le volume. Après une série d'extraits de témoignages divers sur juin 1848, les chapitres qui composent l'essentiel du livre présentent chaque fois un point de vue singulier, inséré dans l'événement (les discours de Lamartine au moment de la révolution de février, la « Lettre sur le travail » de Balzac, les discours de Victor Hugo, les engagements de Raspail), rétrospectif (les ouvrages de Marx, l'*Histoire de la Révolution de 1848* de Daniel Stern – alias Marie d'Agoult –, les *Révolutions historiques* de Louis Blanc, la correspondance de Flaubert, les écrits de Herzen ou de Lorenz Stein) ou intégrant 1848 dans l'histoire plus longue d'une œuvre (Auguste Comte, Victor Cousin). La diversité des points de vue réunis font de l'ouvrage

un outil utile pour l'étude de la révolution de 1848.

S. H.

Graham (Robert) - *We Do Not Fear Anarchy - We Invoke It. The First International and the Origins of the Anarchist Movement* - Oakland, AK Press, 2015. viii + 320 p. Index.

Dans ce livre, l'historien indépendant Robert Graham, spécialiste de l'anarchisme, s'attaque à une énigme centrale de l'histoire du mouvement ouvrier : alors que lors de la fondation de l'Association internationale des travailleurs, en 1864, il n'y a pas de mouvement anarchiste, quelques années plus tard, en 1872, au moment du coup de force de Marx pour prendre le contrôle de l'association, une partie significative de ses sections ont adopté une position que l'on peut qualifier d'anarchiste – rejet de l'État et de l'autorité, défense d'un fédéralisme libertaire et de l'action directe. Pour rendre compte de cette diffusion rapide et massive de l'anarchisme dans le mouvement ouvrier, l'auteur se focalise donc sur l'histoire de l'Internationale et de ses débats. Après un chapitre revenant sur l'histoire de l'anarchisme avant l'Internationale, faisant la part belle à Proudhon et à Bakounine, R. Graham revient d'abord successivement sur la fondation de l'Internationale, les débats sur la propriété en son sein en 1867-1868, l'entrée en scène de Bakounine, le « consensus syndicaliste » du Congrès de Bâle en 1869, puis le rapport à la Commune de Paris. Les chapitres suivants portent sur l'autonomisation de l'anarchisme, de l'expulsion par Marx de Bakounine et James Guillaume à la formation d'un véritable mouvement anarchiste sous l'impulsion notamment de Kropotkine et Malatesta. Fondé principalement sur des sources imprimées et de la littérature secondaire, ce livre n'en porte pas moins un regard assez neuf sur cette période cruciale du mouvement ouvrier, à la manière du livre de Mathieu Léonard, *L'émancipation des travailleurs : une histoire de la Première Internationale*, paru en 2011 à La Fabrique. Il vient ainsi combler, en langue anglaise, un vide relatif de l'historiographie récente, en fournissant une introduction claire et stimulante à l'histoire des premiers moments du mouvement anarchiste européen.

S. H.

Boltanski (Luc) - *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes* - Paris, Gallimard, 2012 (Nrf Essais). 462 p. Index.

Daté de quelques années déjà, cet ouvrage devait être signalé dans cette chronique pour

son apport à la sociologie historique de l'État moderne. Analysant le roman policier, le sociologue Luc Boltanski montre que l'enquête policière qu'il met en scène révèle une inquiétude sur la réalité – une inquiétude liée au projet étatique de « résorber l'écart entre la réalité vécue et la réalité instituée » (p. 39). L'énigme policière, « anomalie de la réalité » (p. 43), met à l'épreuve l'État confronté aux menaces que font peser sur la réalité les flux incontrôlables du capitalisme, des étrangers (y compris des Juifs, étrangers de l'intérieur) et des classes populaires. Romans policiers et d'espionnage mettent alors en scène la nécessité pour l'État de recourir à un pouvoir souverain d'exception pour rétablir la réalité menacée – à travers des personnages comme le détective – qui s'affranchissent des règles. Ce schéma général est développé et compliqué dans les chapitres que L. Boltanski consacre à Sherlock Holmes, au commissaire Maigret et aux romans d'espionnage. Il relie ensuite les enquêtes mises en scène dans ces romans avec d'autres ordres de faits qui leurs sont contemporains, au tournant des 19^e et 20^e siècles : l'invention de la paranoïa comme catégorie clinique, l'apparition et la diffusion de théories du complot, l'émergence enfin de la sociologie. Ces phénomènes apparemment sans lien ont en commun de s'appuyer sur un même dispositif : l'enquête comme moyen du dévoilement d'un ordre caché derrière un ensemble de faits épars dont la logique se dérobe à l'observation normale, quotidienne, et qui, par là, menacent la réalité. En dehors de ses multiples apports à la connaissance sociologique des phénomènes étudiés, L. Boltanski porte dans cet ouvrage un regard profondément original et stimulant sur le processus socio-historique de stabilisation et d'extension de l'État face à la révolution industrielle et à l'avènement de la démocratie.

S. H.

Igersheim (François) - *L'Alsace politique. 1870-1914* - Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2016 (Essais). 232 p. Annexes. Sources et bibliogr.

François Igersheim, professeur émérite d'histoire à l'Université de Strasbourg (Institut d'histoire de l'Alsace), publie ici une version profondément remaniée de *L'Alsace des notables, 1870-1914 : la bourgeoisie et le peuple alsacien* (BF, 1981). « L'annexion brutale de l'Alsace-Lorraine débouchera quarante-quatre ans plus tard à sa désannexion après une guerre plus brutale encore », note-t-il dès l'ouverture du livre (p. 5). Si les recherches actuelles de l'auteur concernent plutôt la réintégration de l'Alsace à la France de

1944 à 1958, il revient donc ici à la période du *Reichsland*, de 1870 à 1914. « Les notables bourgeois de l'Alsace, anciens députés, conseillers généraux et municipaux, bien intégrés dans le système français des clientèles politiques, administratives et économiques, ne manquent ni de lucidité, ni d'audace : dès l'annexion, ils réclament l'autonomie pour l'Alsace, le respect de son intégrité territoriale, de ses particularismes juridiques et linguistiques » (p. 171). Le livre reprend ainsi notamment l'analyse du rôle des notables dans la conservation de l'intégrité territoriale de la région.

P. C.

Lewis (Mary Dewhurst) - *Divided Rule. Sovereignty and Empire in French Tunisia 1881-1938* - Berkeley, University of California Press, 2014. xiv + 302 p. Illustrations. Bibliogr. Index.

Ce livre porte sur un demi-siècle de protectorat français en Tunisie, entre le traité du Bardo de 1881, mettant le bey de Tunis sous le contrôle de la France, et la déclaration de l'état d'urgence en 1938 face aux succès du mouvement nationaliste, affirmation paroxystique de la souveraineté de la France sur le territoire tunisien. Il s'agit en effet avant tout ici d'une histoire de la souveraineté (ou *des* souverainetés) en Tunisie, telle qu'elle se négocie en permanence entre les puissances européennes (surtout face à l'Italie et à la Grande-Bretagne maîtresse de Malte, dont les nationaux sont bien plus nombreux que les Français en Tunisie sur toute la période), entre la France et les autorités tunisiennes, et dans les usages les plus quotidiens de cette souveraineté divisée par les habitants eux-mêmes. L'histoire de la domination française en Tunisie est alors celle d'une tentative constante de remplacer la mosaïque de situations et le pluralisme juridique par une division simple entre Européens (tous régis par la loi française) et indigènes musulmans et juifs (soumis aux autorités beylicales et religieuses). Mais pour ce faire, l'État français est forcé de s'engager de plus en plus directement dans le gouvernement de la Tunisie, nourrissant ainsi un mouvement nationaliste qui retourne le droit (et notamment le traité du Bardo) contre la puissance coloniale. En montrant les usages qui peuvent être faits du droit et de la pluralité des régimes coloniaux par les colons mais aussi par les colonisés et par d'autres Européens, notamment les politisations possibles des rapports entre droit et tradition comme la campagne du Néo-Destour sur les enterrements qui marque son irruption sur la scène politique, Mary D. Lewis

propose ici une analyse fine du fonctionnement de cette situation coloniale particulière. Au-delà, ce sont bien les questions de la souveraineté, des usages du droit, des capacités d'action des colonisés et de l'interaction entre échelles internationales, impériales et locales qui sont ici soulevées et abordées de manière claire et convaincante.

S. H.

Jaurès (Jean) - *Laïcité et unité (1904-1905)*. Œuvres tome 10. Édition établie par Gilles Candar et Jacqueline Lalouette. - Paris, Fayard, 2015. 620 p. Bibliogr. Index.

La société d'études jaurésiennes a lancé en 2000 la publication des dix-sept tomes des Œuvres de Jean Jaurès, initialement sous la coordination éditoriale de Gilles Candar et de Madeleine Rebérioux – l'historienne est décédée depuis, en 2005. Ils rassemblent ses écrits et discours dans des volumes ordonnés chronologiquement (sauf rares exceptions) : une ou quelques thématiques centrales de chaque période sont mises en exergue (comme ici *Laïcité et unité*) dans le titre de chaque volume. Il ne s'agit pas d'œuvres complètes ; de fait, Jaurès a beaucoup écrit dans divers quotidiens, et parfois de façon redondante. Ici sont couvertes les années 1904 et 1905. Trois thématiques essentielles se dégagent, qui sont mises en avant par Jacqueline Lalouette et Gilles Candar dans leur introduction au volume : le combat de Jaurès pour la laïcité (autour des débats sur l'enseignement des congrégations, puis de la loi de séparation des Églises et de l'État) ; ses prises de position en faveur de l'unité socialiste, du dépassement de l'opposition entre réforme et révolution (notamment autour de l'unification du Parti socialiste à la suite du congrès d'avril 1905) ; et ses réflexions en matière de politique internationale (à l'occasion de la guerre russo-japonaise, de la révolution russe et de la première crise marocaine).

P. C.

Barzman (John), Castelain (Jean-Pierre), dir. - *Jules Durand. Un crime social et judiciaire* - Paris, L'Harmattan et Université du Havre/Les Amis de Jules Durand, 2015 (Inter-national). 206 p. Illustrations. Chronol.

Des journées d'études organisées à l'Université du Havre en novembre 2013 sont à l'origine de cet ouvrage polyphonique, dans lequel se côtoient – chose rare – historiens, magistrats, syndicalistes et militants de l'Association des Amis de Jules Durand. Leur objectif est d'exhumer l'affaire

Durand que Jean Jaurès a qualifié dès 1910 de « crime de la raison d'État capitaliste ». Par leur coup de projecteur respectif, les différents contributeurs font la lumière sur ce qui a rendu possible la condamnation à mort de ce secrétaire du syndicat des dockers charbonniers du port du Havre, créé juste quelques semaines avant les faits. Alors que le port du Havre est le théâtre d'une grève massive, liée notamment à la mécanisation du travail sur les quais, un contremaître connu pour son rôle de briseur de grèves meurt au cours d'une rixe avec des ouvriers grévistes lors d'une soirée alcoolisée. Jules Durand n'est pas présent sur les lieux ; il est pourtant condamné à mort pour « complicité morale » de ce qui est qualifié d'assassinat par la cour d'assises de Rouen. Les archives démontrent une instruction à charge, menée en quelques semaines par un juge et des témoins aux ordres de la Compagnie générale transatlantique, principal employeur de la région. Les jurés et les juges fondent leur verdict sur les notions de « responsabilité indirecte » et d'« incitation au crime » introduites par les lois de 1893 et 1894 pour réprimer les mouvements anarchistes. Une campagne de soutien permettra d'innocenter Jules Durand en 1918 mais il est alors interné à l'asile depuis 1911 et il y meurt en 1926. Au-delà de l'Affaire, cet ouvrage constitue une plongée dans les profondeurs de la lutte des classes du début du 20^e siècle, dont la justice est l'une des pièces de l'arsenal pour combattre à tout prix ceux qui tentaient de structurer le syndicalisme révolutionnaire.

N. E.

Chatriot (Alain) - *Pierre Mendès France. Pour une république moderne* - Paris, Armand Colin, 2015 (Nouvelles biographies historiques). 320 p. Chronol. Bibliogr. Index.

À l'heure où les recompositions partisanes et les jeux de ralliement autour du nouveau président de la République française rendent particulièrement brûlante en France la question de ce que signifie être « de gauche », la lecture de l'ouvrage d'Alain Chatriot s'avère très précieuse. En effet, si le livre est centré autour de la figure de Pierre Mendès France, il prend surtout appui sur sa pensée et son action politique pour s'interroger sur le rapport de la gauche française « à l'exercice du pouvoir politique » (p. 12), « aux institutions républicaines et à la modernisation du pays », ainsi qu'« à la morale en politique » (p. 18). Cette biographie paraît chez Armand Colin dans la collection « Nouvelles biographies historiques », dirigée par Vincent Duclert, qui

ambitionne d'éclairer une époque ou une problématique historique à travers le portrait de grands hommes – puisqu'il faut bien constater que sur les seize biographies publiées à ce jour, aucune ne porte sur une femme. Sans doute est-ce dans cette ambition, ainsi que dans une attention d'A. Charriot aux apports des sciences sociales, que réside l'originalité de cette biographie – elle vient en effet s'ajouter à une douzaine d'autres déjà écrites sur Pierre Mendès France, dont celles de Jean Lacouture ou, plus récemment, d'Éric Roussel. Une partie essentielle du livre est alors consacrée à deux moments de la carrière de Mendès France : lorsqu'il est chef de gouvernement de juin 1954 à février 1955, puis lorsqu'il se pose en ferme opposant à l'instauration de la Cinquième République, trop éloignée de son souhait d'une « république moderne ».

P. C.

Laurence (Jonathan) - *The Emancipation of Europe's Muslims. The State's Role in Minority Integration* - Princeton, Princeton University Press, 2012 (Princeton Studies in Muslim Politics). xxiv + 368 p. Figures. Illustrations. Annexes. Bibliogr. Index.

L'ouvrage de Jonathan Laurence offre une perspective synoptique de l'institutionnalisation progressive d'espaces de représentation des musulmans dans la plupart des pays d'Europe à

partir des années 1990, à l'image du Conseil français du culte musulman (CFCM, créé en 2003). À partir d'un travail fouillé d'archives et d'entretiens auprès des différents acteurs concernés, l'historien démontre qu'en dépit de contextes nationaux très différents – de la laïcité à la française au multiculturalisme britannique – ces trajectoires d'institutionnalisation du culte musulman sont relativement similaires. L'un des intérêts de ce livre est de relier les enjeux de représentation et de mobilisation, en soulignant que partout l'institutionnalisation d'instances représentatives s'est traduite par un déclin de l'action collective protestataire. La conclusion qu'en tire l'auteur est plus discutable, puisqu'il interprète ce déclin de la conflictualité comme un signe d'intégration, voire d'émancipation. À l'heure où les actes antimusulmans prospèrent en Europe, tout comme la discrimination dont sont victimes les fidèles, il ne semble pas que cette émancipation soit entièrement aboutie. En atteste d'ailleurs le débordement des instances représentatives par une nouvelle génération militante, qui ne se reconnaît pas dans un islam incarné par des représentants âgés et pas toujours élus. *The Emancipation of Europe's Muslims* n'en constitue pas un moins une synthèse éclairante sur un objet d'une actualité brûlante.

J. T.